

**Séance ordinaire du
mardi 15 octobre 2024**

L'an deux-mille-vingt-quatre et le quinze octobre, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.

Nombre de membres en exercice : 65

**Extrait du registre des
délibérations du Conseil
municipal de la Ville de
Montpellier**

**Culture et culture
scientifique**

Présents :

Tasnime AKBARALY, Luc ALBERNHE, Georges ARDISSON, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Jacques DOMERGUE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOUSSI, Clare HART, Mylvia HOUGUET, Stéphanie JANNIN, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Sophiane MANSOURIA, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Serge MARTIN, Marie MASSART, Patricia MIRALLES, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Bruno PATERNOT, Manu REYNAUD, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Mikel SEBLIN, Célia SERRANO, Radia TIKOUK, Joëlle URBANI, Annie YAGUE, Alban ZANCHIELLO.

**Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du
Code général des collectivités territoriales :**

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Nicole MARIN-KHOURY, Eddine ARIZTEGUI ayant donné pouvoir à Radia TIKOUK, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Sébastien COTE, Christophe BOURDIN ayant donné pouvoir à Sophiane MANSOURIA, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Alban ZANCHIELLO, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Hind EMAD ayant donné pouvoir à Clare HART, Maryse FAYE ayant donné pouvoir à Laurent NISON, Julie FRÊCHE ayant donné pouvoir à Michel ASLANIAN, Clara GIMENEZ ayant donné pouvoir à Hervé MARTIN, Serge GUISEPPIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Mustapha LAOUKIRI ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Mustapha MAJDOUL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOUSSI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bernard TRAVIER ayant donné pouvoir à Annie YAGUE, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Célia SERRANO.

Absents / Excusés :

Flora LABOURIER, Coralie MANTION, Catherine RIBOT

**Attribution de subventions dans le cadre de la thématique "Culture" - Exercice
2024 - Réaffectation de subventions 2023 - Approbation - Autorisation de
signature**

Monsieur Michel ASLANIAN, Adjoint au Maire, rapporte :

Chaque année la Ville soutient l'action de nombreuses structures qui participent à l'attractivité et à l'animation du territoire. Ces initiatives citoyennes concrétisent les valeurs du partage, de la rencontre et du don. Pour aider les associations et les partenaires à mener à bien leurs activités et leurs projets dans le domaine de la Culture et de la culture scientifique, il y a lieu de leur allouer des subventions selon le tableau ci-dessous :

THEMATIQUE : CULTURE / INVESTISSEMENT				
N° de dossier	Nom de la structure	Thématique	Objet de l'investissement	Montant
00005260	ALDEBARAN	(Ville) Culture - Arts	Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005308	ASSOCIATION LINE UP		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	15 000 €
00005375	MONTPELLIER CONTEMPORAIN MOCO		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	50 000 €
00002665	ASSOCIATION MONTPELLIER CONTACTS-RADIO CLAPAS MONTPELLIER	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 000 €
00004731	STUDIO FISH		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 000 €
00005332	ASSOCIATION POUR LE DÉVELOPPEMENT D'UN OUTIL RADIOPHONIQUE ÉTUDIANT MONTPELLIER (ADOREM) À		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 900 €
00005258	INSTANT SCIENCE	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 000 €
00003285	ASS ALLONS ENFANTS Z	(Ville) Culture - Danse	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	15 000 €
00005229	ASSOCIATION CHICANES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	600 €
00005280	GOLDEN HANDS		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 300 €
00005274	GROUPE NOCES DANSE IMAGES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	7 000 €
00002922	LA MENTIRA		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	900 €
00005337	LA SOIF COMPAGNIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 500 €
00005284	MAIASTRA		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	800 €
00005297	ASSOCIATION MARIE-LOUISE BOUILLONNE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	3 500 €
00005327	R&R		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 100 €

00005312	MOTIFS D'ÉVASION	(Ville) Culture - Livre Lecture Publique	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 300 €
00005298	ASSOCIATION COLLECTIF KOA	(Ville) Culture - Musique	Outils informatiques et numériques	900 €
00003457	ASSOCIATION POUR LE DEVELOPPEMENT DES MIXITES ARTISTIQUES ET SOCIALES ET DES SOLIDARITES	(Ville) Culture - Pluridisciplinaire	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 000 €
00005293	JAM JAZZ ACTION	(Ville) Culture - Musique	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	31 000 €
00005245	KLUB KLAMAUK		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	800 €
00005289	L'OREILLE ELECTRIQUE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00003092	L'OREILLE TENDRE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 400 €
00005319	LINGE & SONS		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 000 €
00003607	PIC & COLEGRAM		Outils informatiques et numériques	800 €
00005331	RANK'ART		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 400 €
00005270	RAP ACADEMIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00005335	NO NEED NAME		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 600 €
00005271	STUDIO AMTP		Outils informatiques et numériques	2 100 €
00005227	ASS DES PENITENTS BLANCS	(Ville) Culture - Patrimoine, archives, archéologie	Travaux de restauration d'œuvres, de patrimoine immobilier ou mobilier	25 000 €
00005282	CENTRE INTERNATIONAL DE MUSIQUES MEDIEVALES, DU CIEL AUX MARGES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	7 100 €
00005226	D'HIER A DEMAIN, FREDERIC BAZILLE		Travaux de restauration d'œuvres, de patrimoine immobilier ou mobilier	7 000 €
00005305	GLASSBOX-SUD	(Ville) Culture - Arts	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	6 500 €
00005273	PAPELART	(Ville) Culture – Pluri-disciplinaire	Outils informatiques et numériques	3 000 €
00005278	RAVIV MONTPELLIER METROPOLE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 500 €
00005318	ACETONE	(Ville) Culture - Théâtre	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00005336	ASSOCIATION ADESSO E SEMPRE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 900 €
00005286	BRAQUAGE SONORE & CIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 500 €
00005315	COLLECTIF LA VERMINE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 750 €
00004308	COLLECTIF PLEIN VENT		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 000 €

00004068	COMPAGNIE ALEGRIA KRYPTONITE		Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005306	COMPAGNIE COLLECTIVE PASSER PAR LES HAUTEURS		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 000 €
00005321	COMPAGNIE DE L'ASTROLABE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 400 €
00003856	COMPAGNIE MOUSTACHE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 200 €
00005316	COMPAGNIE SANS BLAGUE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	1 800 €
00005255	COMPAGNIE TIRE PAS LA NAPPE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 300 €
00005292	CREATURE.S CREATRICE.S		Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005317	DE TOUTES PIECES		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 000 €
00005326	L'ATELLINE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	6 000 €
00005299	LA COMPAGNIE DU PETIT COTE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 500 €
00005296	LA MAISON THEATRE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	3 500 €
00005330	LA RAFFINERIE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	4 500 €
00005329	LA VISTA. THEATRE DE MEDITERRANEE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	2 900 €
00005257	LA ZELEE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 500 €
00005341	LE CRI DEVOT		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	3 000 €
00004658	MAGMA COLLECTIF		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	4 800 €
00003726	MECANIKA		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	6 000 €
00005287	THEATRE DE LA REMISE		Outils informatiques et numériques	1 500 €
00005279	TRAVERSANT 3 - EQUIPE DE CREATION ARTISTIQUE		Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	6 000 €
Artistes			Objet de l'investissement	Montant
SALA ADRIEN [SALAMECH]			Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	600 €
MOISSET ALICE			Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	1 300 €
BELLA BAH			Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	5 400 €
TIZIEN CORINNE			Outils informatiques et numériques	1 500 €

LACHEROY DAVID	Outils informatiques et numériques	1 500 €
NOTO FRANCK	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 600 €
HANSMANN SYLVIA	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	1 500 €
CILAS LEO [ASTO]	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure y compris informatique	1 500 €
CHASTAGNER LEONORE	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	3 800 €
LUCAS MATHIEU	Equipements ou matériel en lien direct avec l'activité de la structure	2 300 €
FUENTES OLGA [O.VINGT]	Outils informatiques et numériques	1 500 €
QUENTIN DUMONTIER [QUENTIN DMR]	Outils informatiques et numériques	1 500 €
SOULAIROL TANGUY [CAHUATE MILK]	Outils informatiques et numériques	1 500 €
TOTAL CULTURE INVESTISSEMENT		340 050 €

THEMATIQUE : CULTURE / FONCTIONNEMENT				
N° de dossier	Nom de la structure	Thématique	Nature de la subvention	Montant
00002495	ALIBI	(Ville) Culture - Arts	Fonctionnement	800 €
00003755	LE CAMESCOPE APPRIVOISE, ASSOCIATION DE VIDEASTES AMATEURS MONTPELLIERAINS	(Ville) Culture - Cinéma Audiovisuel Industries Créatives	Fonctionnement	800 €
00005133	ASSOCIATION RCF MAGUELONE HERAULT		Fonctionnement	8 000 €
00005102	ENSEMBLE CHORAL UNIVERSITAIRE DE MONTPELLIER	(Ville) Culture - Musique	Projet : POP CultureS	2 500 €
00003730	NADALENCA CHŒUR D'OC		Fonctionnement	1 000 €
00004584	LE BAO	(Ville) Culture - Théâtre	Fonctionnement	1 000 €
00005481	PATRICK GEDDES France	(Ville) Culture - Culture Scientifique	Projet : 100 ans d'existence du Collège des Ecosais fondé par Patrick Geddes en 1924	1 500 €
TOTAL CULTURE FONCTIONNEMENT				15 600 €

A la suite à l'annulation du projet *Battle of the Year* en 2023, porté par l'association Attitude (dossier 00001817), pour lequel la Ville de Montpellier avait attribué une subvention de 20 000 € (délibération n° V2023-117), il est proposé que l'acompte de 14 000 € versé à ce titre en 2023, soit maintenu et transformé en fonctionnement.

En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :

- De décider de l'affectation des subventions telles que définies ci-dessus, sous réserve de la signature des conventions d'attribution ou lettres d'engagement le cas échéant ;
- D'approuver les termes des conventions d'attribution ou lettres d'engagement type ;
- D'approuver le maintien et la transformation en fonctionnement de l'acompte versé en 2023 à l'association Attitude, d'un montant de 14 000 € pour le projet annulé Battle of The Year ;
- De dire que les crédits sont inscrits au budget de la Ville de Montpellier ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer tout document relatif à ces affaires.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité des voix exprimées.

Pour : 50 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prennent pas part au vote : 12 voix

M. Boris BELLANGER, Mme Véronique BRUNET, M. Michaël DELAFOSSE, Mme Fanny DOMBRE-COSTE, Mme Caroline DUFOIX, Mme Stéphanie JANNIN, Mme Isabelle MARSALA, Mme Fatma NAKIB, M. Bruno PATERNOT, Mme Agnès ROBIN, Mme Célia SERRANO, M. François VASQUEZ.

Fait à Montpellier, le 18 octobre 2024

**Pour extrait conforme,
Monsieur le Maire**

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 25 octobre 2024

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- convention investissement_VILLE 2024
- Convention Fonctionnement 2024 Ville
- Lettre d'engagement 2024 Ville

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-213401722-20241015-279038-CC-1-1
Acte Certifié exécutoire
Envoi en Préfecture : 24/10/24
Réception en Préfecture : 24/10/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr.

Nom de la structure :
Thématique / Dispositif :
Nature de la subvention + n° de dossier:
Objet de l'attribution :
Montant attribué :

CONVENTION D'ATTRIBUTION **D'UNE SUBVENTION D'INVESTISSEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier, représentée par Monsieur Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal [**date du conseil**] ;

Et :

La structure bénéficiaire [NOM DE L'ASSOCIATION], représentée par Madame / Monsieur, Président(e), élu(e) par le Conseil d'Administration ou le Bureau le/...../..... ;

Il a été convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

[NOM DE L'ASSOCIATION], a sollicité une subvention auprès de la Ville d'un montant de [MONTANT DE LA DEMANDE] euros pour son investissement au titre de l'année [**date**].

Le projet **titre et n° et du projet** porté par la structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....

Le montant prévisionnel du projet s'élève à [MONTANT PREVISIONNEL]€ TTC. Considérant que le projet de la structure bénéficiaire contribue au développement des politiques culturelles, artistiques et sportives de la Ville et qu'il présente ainsi un intérêt local, la Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier ;

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue pour l'année [**date**].

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si dans le délai de 18 mois à compter du [**date du conseil**], date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution, la structure bénéficiaire n'a pas :

- achevé la réalisation de son projet d'investissement ;
- transmis la demande de solde ainsi que la totalité des pièces justificatives demandées dans l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année [**date**], la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire [NOM DE L'ASSOCIATION], une subvention d'un montant de [MONTANT ATTRIBUE] euros.

Article 4 : Modalités de paiement de la subvention

La présente convention prend effet à réception par le service des subventions du Pôle Culture ou du Pôle Sports d'un original dûment remplie et signée par la structure bénéficiaire.

Chaque demande de versement ne pourra être inférieure à 10% du montant total attribué et ne pourra excéder 70% du montant total des dépenses éligibles transmises.

Pièces obligatoires pour toute demande de versement :

- ☐ Pièce n°1 : copie de la convention signée ;
- ☐ Pièce n°2 : relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- ☐ Pièce n°3 : copie de(s) facture(s) **acquittée(s)** ;
- ☐ Pièce n°4 : tableau récapitulatif des dépenses affectées au projet d'investissement daté et signé du Président ou de la Présidente de la structure bénéficiaire.

Pièces obligatoires pour la demande de solde :

- ☐ Pièce n°1 : copie de la convention signée ;
- ☐ Pièce n°2 : relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- ☐ Pièce n°3 : copie de toutes les dépenses **acquittée(s)**, et affectées au projet ;
- ☐ Pièce n°4 : copies des comptes financiers du dernier exercice clos à la date de fin de réalisation du projet d'investissement, validés par l'assemblée générale de la structure, certifiés par le (la) Président(e), ou le Rapport du Commissaire aux Comptes le cas échéant ;
- ☐ Pièce n°5 : copie du rapport d'activité global de la structure du dernier exercice clos à la date de fin de réalisation du projet d'investissement, validé en l'assemblée générale de la structure ;
- ☐ Pièce n°6 : rapport final de réalisation de l'investissement daté et signé du Président ;
- ☐ Pièce n°7 : l'état définitif de l'ensemble des recettes et dépenses affectées au projet d'investissement daté et signé du Président de la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire pourra effectuer une demande d'avance au regard de sa situation financière à la date de cette dernière. La demande devra être justifiée et accompagnée des documents suivants :

- ☐ Pièce n°1 : copie de la convention signée par le(a) Président(e) ;
- ☐ Pièce n°2 : relevé d'identité bancaire (RIB) ;
- ☐ Pièce n°3 : courrier de demande d'avance daté et signé par le(a) Président(e) et le(a) trésorier(ère) expliquant la situation financière de l'association et s'engageant à la dépense dans les 6 mois suivant la réception d'avance ;

A fournir obligatoirement après réception de la réponse favorable du versement d'une avance :

- ☐ Pièce n°4 : bon(s) de commande/bon(s) pour accord daté(s) et signé(s) par les prestataires et Président(e) de l'association bénéficiaire.

Article 5 : Contrat d'Engagement Républicain (CER)

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire [NOM DE L'ASSOCIATION], s'engage :

- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention ;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à

l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :

- a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
 - b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
 - c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);
- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville, tous supports ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Démocratie Participative au 04 67 34 88 00.

Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à la Ville de Montpellier, à tout moment, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire s'engage à prévenir dans les meilleurs délais la Ville de Montpellier de toute modification importante de nature administrative (changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse...), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9: Modification de destination et transfert de propriété

La structure bénéficiaire s'engage à maintenir la destination géographique et l'utilisation sur la durée maximale autorisée pour l'amortissement comptable de l'investissement correspondant, conformément au Plan Comptable Général et autres textes en vigueur.

Si le bénéficiaire envisage :

- de modifier la destination où l'utilisation initiale du bien acquis à l'aide de la présente subvention, il doit en aviser préalablement la Ville pour recueillir son accord ;
- de transférer la propriété des biens subventionnés par la présente convention, il doit obtenir l'accord préalable de la Ville. Les biens subventionnés pourront ainsi changer de propriétaire, dans les conditions qui auront été définies avec la Ville.

Article 10 : Résiliation et cas de remboursement de la subvention versée

En cas de non-respect par la structure bénéficiaire des engagements inscrits dans la présente convention, celle-ci sera résiliée de plein droit à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer les sommes versées.

Dans les cas suivants, la structure reversera à la Ville de Montpellier le montant (théoriquement ou réellement) non encore amorti des dépenses couvertes par la présente subvention d'équipement, sur la base de la durée maximale d'amortissement comptable tenant compte de la durée normale d'utilisation du bien ou fournie à titre indicatif par l'administration fiscale :

- Si la structure ne maintient pas la destination géographique des biens subventionnés ou leur

- utilisation en dehors du cadre fixé par l'article 1 de la présente convention ;
- Si la structure revend tout ou partie des biens financés par cette présente convention en dehors du cadre fixé par l'article 1 de la présente convention ;
- En cas de dissolution de la structure à son initiative avant que le bien ne soit totalement amorti.

Article 11: Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux,

A Montpellier, le

Pour la Ville de Montpellier

Pour la structure bénéficiaire

Monsieur le Maire,

Le (la) Président(e)

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.



Nom de la structure :

Nature de la subvention :

Montant attribué :

Thématique :

CONVENTION D'ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION **DE FONCTIONNEMENT**

Entre :

La Ville de Montpellier représentée par M. Michaël DELAFOSSE, Maire agissant en vertu d'une délibération du Conseil Municipal du

Et :

La structure bénéficiaire, représentée par, Représentant légal, élu(e) par le Conseil d'Administration ou le bureau le

Préambule :

Considérant que la structure bénéficiaire ... contribue au développement de la politique de la Ville en matière de ... et qu'elle présente ainsi un intérêt local,

La Ville de Montpellier a décidé de lui apporter un soutien financier qui concourt à la satisfaction de l'intérêt général.

Article 1 : Objet de la convention

La structure bénéficiaire ... a sollicité de la Ville une subvention de ... euros pour son fonctionnement.

La structure bénéficiaire poursuit les buts suivants :

.....
.....
.....
.....

Article 2 : Durée de la convention et caducité de la subvention

La présente convention est conclue au titre de l'année 2024.

La décision d'octroi de la subvention est automatiquement frappée de caducité si l'une des deux conditions suivantes n'est pas remplie :

-La subvention n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement, même partiel, dans un délai de 12 mois à compter de la date de délibération du Conseil Municipal de la Ville de Montpellier approuvant son attribution ;

-La structure bénéficiaire n'a pas adressé à la Ville dans un délai de 18 mois les pièces demandées à l'article 4 de la présente convention.

Article 3 : Montant de la subvention

Pour l'année 2024, la Ville de Montpellier accorde à la structure bénéficiaire ... une subvention d'un montant de ... euros.

Ce montant de subvention n'est acquis que sous réserve du respect par la structure bénéficiaire des obligations mentionnées aux articles 1, 4 et 5 et des décisions de la Ville de Montpellier prises en application des articles 6 et 7 sans préjudice de l'application de l'article 9.

Article 4 : Modalités de versement de la subvention

Le paiement de la subvention s'effectuera en 2 fois.

1- Un premier versement, égal à 70% de la subvention, est conditionné par la réception de la présente convention dûment remplie et signée (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

2- Le solde de la subvention (30%) sera versé sur présentation des pièces suivantes :

- ☐ Pièce n°3 : Le compte de résultat et le bilan 2023, ou le rapport du Commissaire aux Comptes le cas échéant,
- ☐ Pièce n°4 : Le rapport d'activité global 2023 de la structure,
- ☐ Pièce n°5 : Le relevé d'identité bancaire (RIB).

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

.....
.....

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La structure bénéficiaire doit être à jour des obligations qu'elle a contractées auprès de la collectivité dans les conventions antérieures afin de pouvoir bénéficier du versement de la subvention.

Article 5 : Contrat d'engagement républicain

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet.

Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

Article 6 : Conditions d'utilisation et engagements de la structure bénéficiaire

La structure bénéficiaire ... s'engage :

- ☐ à utiliser la subvention conformément à l'objet défini à l'article 1 ;
- ☐ à ne pas reverser, de quelque manière que ce soit, tout ou partie du présent financement à une autre association sauf accord préalable express de la Ville de Montpellier dans le cadre d'un avenant à la présente convention;
- ☐ à se conformer, dans ses rapports avec d'éventuels prestataires, aux règles de publicité et de mise en concurrence définies par l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et à son décret d'application n° 2016-360 du 25 mars 2016 ; si elle répond aux critères définis à

l'article 10 de ladite ordonnance (personnes morales de droit privé créées pour satisfaire spécifiquement des besoins d'intérêt général ayant un caractère autre qu'industriel ou commercial, dont :

- a) Soit l'activité est financée majoritairement par un pouvoir adjudicateur ;
- b) Soit la gestion est soumise à un contrôle par un pouvoir adjudicateur ;
- c) Soit l'organe d'administration, de direction ou de surveillance est composé de membres dont plus de la moitié sont désignés par un pouvoir adjudicateur);

- ☐ à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier. Les financements accordés par la Ville de Montpellier aux actions conduites par la structure doivent être portés à la connaissance des bénéficiaires et du grand public. Tous les documents de promotion et de communication produits, dans le cadre de cette convention, doivent porter le logotype de la Ville de Montpellier (*affiches, flyers, programmes, site internet avec un lien sur le site de la Ville ...*) et la mention « Avec le soutien de la Ville de Montpellier » pour les diverses publications, dossiers de presse, communiqués de presse, documents audiovisuels, ... ;
- ☐ La structure bénéficiaire s'engage à informer la Ville de tout projet de manifestation en contactant le service de la Vie Associative au 04 67 34 88 00.

Article 7 : Modalités de contrôle

En plus des pièces listées à l'article 4, la Ville de Montpellier se réserve le droit de demander à la structure bénéficiaire toute pièce justificative complémentaire jugée utile. La structure bénéficiaire s'engage à fournir à tout moment à la Ville de Montpellier, toute pièce de toute nature portant sur l'utilisation de la subvention allouée. Elle s'engage en outre à autoriser toute personne mandatée par le Maire de la Ville de Montpellier à effectuer des contrôles comptables sur place. Enfin, il pourra être demandé au(x) représentant(s) de la structure subventionnée d'effectuer une présentation du budget et du rapport d'activité auprès des services de la Ville.

Article 8 : Devoir d'information

La structure bénéficiaire informe sans délai le Pôle Finances et Conseil en Gestion de la Ville de Montpellier de tout retard pris dans l'exécution, toute modification de ses conditions d'exécution, ou encore toute impossibilité, même ponctuelle, à assurer ses obligations.

Elle la prévient immédiatement de toute modification de nature administrative (*changement de dénomination sociale, changement de Président ou de bureau, adoption de nouveaux statuts, changement d'adresse, nouvelle domiciliation bancaire...*), matérielle, financière ou technique l'affectant.

Article 9 : Résiliation

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de quinze jours suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure et restée sans effet. La structure bénéficiaire dont la convention aura été résiliée devra alors restituer sans délai l'ensemble des sommes versées.

Article 10 : Avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par voie d'avenant. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions non contraires qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée par écrit précisant l'objet de la modification. La Ville de Montpellier n'est pas tenue de motiver son refus.

Article 11 : Recours

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du tribunal administratif territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires originaux à Montpellier, le.....

Pour la Ville de Montpellier,
Monsieur le Maire

Pour la structure bénéficiaire,
Le Représentant Légal

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation *« s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) »*, *« à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République »* et *« à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public »*.

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.



Nom de la structure :

Nature de la subvention :

Montant attribué :

Thématique :

Lettre d'engagement

Je soussigné(e),, représentant(e) légal de la structure, m'engage à utiliser la subvention de€ attribuée pour l'année 2024 par la Ville de Montpellier lors du Conseil Municipal du, conformément à l'objet de la subvention décrit dans le dossier de demande de subvention présenté à la Ville de Montpellier.

J'ai bien noté que le versement de la subvention est conditionné par la réception de cette lettre signée par le représentant de la structure dûment habilité (Pièce n°1) et du relevé d'identité bancaire original de la structure bénéficiaire (Pièce n°2).

Les pièces doivent être envoyées à l'adresse suivante :

.....
.....

La Ville de Montpellier se réserve le droit de demander toute pièce justificative complémentaire à la structure bénéficiaire.

La décision d'octroi de la subvention au titre de l'année 2024 sera automatiquement frappée de caducité si elle n'a pas fait l'objet d'une demande de paiement au 31/12/2024.

Je m'engage à faire apparaître l'intervention de la Ville de Montpellier ainsi que son logo sur tous les supports de communication utilisés et à informer celle-ci de tout projet de manifestation initié par la structure.

En application du décret 2021-1947 du 31 décembre 2021, la structure s'engage à prendre connaissance et à respecter les termes du contrat d'engagement républicain. Elle doit en informer ses membres par tout moyen, notamment par un affichage dans ses locaux ou une mise en ligne sur son site internet. Ledit contrat d'engagement républicain des associations est annexé à la présente convention ou lettre d'engagement.

En cas de non-respect de ces engagements, j'ai bien noté que la structure devra restituer à la Ville de Montpellier les sommes reçues.

Le représentant légal de la structure bénéficiaire,

Nom :

Prénom :

Date et signature :

Article 14 de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen de 1789

« Tous les Citoyens ont le droit de constater, par eux-mêmes ou par leurs Représentants, la nécessité de la contribution publique, de la consentir librement, d'en suivre l'emploi et d'en déterminer la quotité, l'assiette, le recouvrement et la durée. »

CONTRAT D'ENGAGEMENT RÉPUBLICAIN DES ASSOCIATIONS ET FONDATIONS BÉNÉFICIAIRE DE SUBVENTIONS PUBLIQUES OU D'UN AGREMENT DE L'ÉTAT

L'importance des associations et des fondations dans la vie de la Nation et leur contribution à l'intérêt général justifient que les autorités administratives décident de leur apporter un soutien financier ou matériel. Il en va de même pour les fédérations sportives et les ligues professionnelles. L'administration, qui doit elle-même rendre des comptes aux citoyens, justifier du bon usage des deniers publics et de la reconnaissance qu'elle peut attribuer, est fondée à s'assurer que les organismes bénéficiaires de subventions publiques ou d'un agrément respectent le pacte républicain.

A cette fin la loi n°2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République a institué le contrat d'engagement républicain.

Conformément aux dispositions des articles 10-1 et 25-1 de la loi no 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations, le présent contrat a pour objet de préciser les engagements que prend toute association ou fondation qui sollicite une subvention publique ou un agrément de l'Etat. Ainsi, l'association ou la fondation « *s'engage (...) à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...)* », « *à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République* » et « *à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public* ».

Ces engagements sont souscrits dans le respect des libertés constitutionnellement reconnues, notamment la liberté d'association et la liberté d'expression dont découlent la liberté de se réunir, de manifester et de création.

ENGAGEMENT N°1 : RESPECT DES LOIS DE LA RÉPUBLIQUE

Le respect des lois de la République s'impose aux associations et aux fondations, qui ne doivent entreprendre ni inciter à aucune action manifestement contraire à la loi, violente ou susceptible d'entraîner des troubles graves à l'ordre public.

L'association ou la fondation bénéficiaire s'engage à ne pas se prévaloir de convictions politiques, philosophiques ou religieuses pour s'affranchir des règles communes régissant ses relations avec les collectivités publiques.

Elle s'engage notamment à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République.

ENGAGEMENT N°2 : LIBERTÉ DE CONSCIENCE

L'association ou la fondation s'engage à respecter et protéger la liberté de conscience de ses membres et des tiers, notamment des bénéficiaires de ses services, et s'abstient de tout acte de prosélytisme abusif exercé notamment sous la contrainte, la menace ou la pression.

Cet engagement ne fait pas obstacle à ce que les associations ou fondations dont l'objet est fondé sur des convictions, notamment religieuses, requièrent de leurs membres une adhésion loyale à l'égard des valeurs ou des croyances de l'organisation.

ENGAGEMENT N°3 : LIBERTÉ DES MEMBRES DE L'ASSOCIATION

L'association s'engage à respecter la liberté de ses membres de s'en retirer dans les conditions prévues à l'article 4 de la loi du 1er juillet 1901 et leur droit de ne pas en être arbitrairement exclu.

ENGAGEMENT N°4 : ÉGALITÉ ET NON-DISCRIMINATION

L'association ou la fondation s'engage à respecter l'égalité de tous devant la loi.

Elle s'engage, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, à ne pas opérer de différences de traitement fondées sur le sexe, l'orientation sexuelle, l'identité de genre, l'appartenance réelle ou supposée à une ethnie, une Nation, une prétendue race ou une religion déterminée qui ne reposeraient pas sur une différence de situation objective en rapport avec l'objet statutaire licite qu'elle poursuit, ni cautionner ou encourager de telles discriminations.

Elle prend les mesures, compte tenu des moyens dont elle dispose, permettant de lutter contre toute forme de violence à caractère sexuel ou sexiste.

ENGAGEMENT N°5 : FRATERNITÉ ET PREVENTION DE LA VIOLENCE

L'association ou la fondation s'engage à agir dans un esprit de fraternité et de civisme.

Dans son activité, dans son fonctionnement interne comme dans ses rapports avec les tiers, l'association s'engage à ne pas provoquer à la haine ou à la violence envers quiconque et à ne pas cautionner de tels agissements. Elle s'engage à rejeter toutes formes de racisme et d'antisémitisme.

ENGAGEMENT N°6 : RESPECT DE LA DIGNITÉ DE LA PERSONNE HUMAINE

L'association ou la fondation s'engage à n'entreprendre, ne soutenir, ni cautionner aucune action de nature à porter atteinte à la sauvegarde de la dignité de la personne humaine.

Elle s'engage à respecter les lois et règlements en vigueur destinés à protéger la santé et l'intégrité physique et psychique de ses membres et des bénéficiaires de ses services et ses activités, et à ne pas mettre en danger la vie d'autrui par ses agissements ou sa négligence.

Elle s'engage à ne pas créer, maintenir ou exploiter la vulnérabilité psychologique ou physique de ses membres et des personnes qui participent à ses activités à quelque titre que ce soit, notamment des personnes en situation de handicap, que ce soit par des pressions ou des tentatives d'endoctrinement.

Elle s'engage en particulier à n'entreprendre aucune action de nature à compromettre le développement physique, affectif, intellectuel et social des mineurs, ainsi que leur santé et leur sécurité.

ENGAGEMENT N°7 : RESPECT DES SYMBOLES DE LA RÉPUBLIQUE

L'association s'engage à respecter le drapeau tricolore, l'hymne national, et la devise de la République.